

DIRECTION DE LA VOIRIE

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° DAV000335
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
AVENUE DE VERDUN (D215)**

Monsieur Le Maire de Maisons-Alfort, Conseiller Régional d'Île-de-France,
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
VU le Code de la route et notamment l'article R. 411-8,
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
VU l'arrêté n°4131 en date du 25 mars 2026 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur le Directeur Général des Services,
VU la demande émise par Valentin TP,ERF Forage, DirectSigna représentée par [REDACTED] [REDACTED] aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,
CONSIDÉRANT que des travaux de création de drains dans les noues côté Marne rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 27/04/2026 au 07/05/2026 AVENUE DE VERDUN (D215),

ARRÊTE

Article 1

À compter du 27/04/2026 et jusqu'au 07/05/2026, la circulation est interdite (sauf riverains) de 08h à 18h AVENUE DE VERDUN (D215), de l'AVENUE DE LA REPUBLIQUE (D148) jusqu'à la RUE DE LA MARNE. Mise en place de déviation par la RD148, RD19, RD86.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, Valentin TP,ERF Forage et DirectSigna.

Article 3

Monsieur Le Maire de Maisons-Alfort est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Maisons-Alfort, le 21 avril 2026



Pour Romain MARIA
Maire de Maisons-Alfort
Conseiller Régional d'Île-de-France

Et par délégation

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 22/04/2026
Qualité : Direction Générale des Services ✓

DIFFUSION:

- Valentin TP, ERF Forage, Directsigna

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.